

Article 1. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. A l'article 1er de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage, modifié par les lois des 18 juillet 1997 et 9 juin 1999, est ajouté un § 5, rédigé comme suit :

" § 5. Est considéré comme siège d'exploitation, au sens de la présente loi, chaque infrastructure permanente au départ de laquelle les personnes physiques et morales visées aux §§ 1er à 3 du présent article, organisent des activités de gardiennage ou de sécurité. "

Art. 3. A l'article 2 de la même loi, modifié par les lois des 18 juillet 1997 et 9 juin 1999, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1er, alinéa 1er, les mots "Nul ne peut exploiter une entreprise de gardiennage ou organiser un service interne de gardiennage" sont remplacés par les mots "Nul ne peut offrir les services d'une entreprise de gardiennage ou organiser ceux d'un service interne de gardiennage";

2° au § 1er, alinéa 2, les mots "relatives à l'équipement technique" sont remplacés par les mots "concernant le nombre minimal de personnes visées à l'article 6 et les moyens d'organisation, techniques et d'infrastructure";

3° au § 1er, entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3, est inséré l'alinéa suivant :

" Lorsque le demandeur ne dispose pas d'un siège d'exploitation en Belgique, le Ministre de l'Intérieur tient compte, lors de l'appréciation de la demande d'autorisation, des garanties apportées dans le cadre de l'exercice légal et réglementé des activités de gardiennage concernées dans un autre Etat membre de l'Union européenne. "

4° au § 1er, alinéa 6, les mots "sporadiquement et" sont insérés entre les mots "qui exercent" et les mots "gracieusement ces activités", les mots "et du fonctionnaire désigné par le Ministre de l'Intérieur" sont supprimés et les mots "articles 2, § 2, 3, 8, § 3, 13, 14 et 20" sont remplacés par les mots "articles 2, § 2, 3, 8, § 3, 11, alinéa 1er, b), 13, 14 et 20";

5° au § 1er le dernier alinéa est supprimé;

6° au § 3, le dernier alinéa est supprimé;

7° au § 4, le mot "biens" est remplacé par le mot "valeurs".

Art. 4. A l'article 4 de la même loi, modifié par les lois des 18 juillet 1997 et 9 juin 1999, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1er, les mots "Nul ne peut exploiter une entreprise de sécurité" sont remplacés par les mots "Nul ne peut offrir les services d'une entreprise de sécurité";

2° à l'alinéa 2, les mots "aux moyens financiers et" sont supprimés;

3° entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3, est inséré l'alinéa suivant :

" Lorsque le demandeur ne dispose pas d'un siège d'exploitation en Belgique, le Ministre de l'Intérieur tient compte, lors de l'appréciation de la demande d'agrément, des garanties apportées dans le cadre de l'exercice légal et réglementé des activités de sécurité dans un autre Etat membre de l'Union européenne. ";

Art. 5. Il est inséré dans la même loi un article 4bis, rédigé comme suit :

" Art. 4bis. En dérogation aux articles 2, § 1er, alinéa 1er, et § 4, alinéa 1er, le Roi peut stipuler qu'en cas de fusion, scission, incorporation d'une généralité ou d'une branche d'activités ou modification de la personnalité juridique, la nouvelle entité juridique peut, moyennant le respect des conditions fixées par Lui, continuer les activités de l'entreprise bénéficiant de l'autorisation ou de l'agrément initial durant la période qui précède la notification de la décision relative à la demande d'autorisation ou d'agrément. ".

Art. 6. A l'article 5, alinéa 1er, de la même loi, modifié par les lois des 18 juillet 1997 et 9 juin 1999, les modifications suivantes sont apportées :

1° La phrase introductive du premier alinéa est remplacée par la disposition suivante :

" Les personnes qui assurent la direction effective d'une entreprise de gardiennage, d'un service interne de gardiennage ou d'une entreprise de sécurité, ainsi que les personnes qui siègent au conseil d'administration d'une entreprise de gardiennage, d'une entreprise de sécurité ou d'une entreprise organisant un service interne de gardiennage, qui envisage des activités telles que prévues à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 5° de la présente loi, doivent satisfaire aux conditions suivantes :";

2° au 1°, les mots "ou à un emprisonnement de trois mois au moins du chef de coups et blessures volontaires" sont insérés entre les mots "du chef d'une infraction quelconque" et les mots "ou à un emprisonnement moindre", le mot "recel," est inséré entre le mot "vol," et le mot "extorsion" et les mots "ou par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie" sont ajoutés après les mots "par la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel";

3° au 3°, les mots "domicile ou, à défaut, leur résidence habituelle" sont remplacés par les mots "résidence principale";

4° au 4°, les mots "qui poursuit les activités de gardiennage" sont remplacés par les mots "qui exerce une fonction dirigeante".

Art. 7. A l'article 6 de la même loi, remplacé par les lois des 18 juillet 1997 et 9 juin 1999, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1er, le 1° est remplacé par la disposition suivante :

" Ne pas avoir été condamnées, même avec sursis, à un emprisonnement de six mois au moins du chef d'une infraction quelconque ou à un emprisonnement de trois mois au moins du chef de coups et blessures volontaires, ou à un emprisonnement moindre du chef de vol, recel, extorsion, abus de confiance, escroquerie, faux en écritures, attentat à la pudeur, viol ou d'infractions visées aux articles 379 à 386ter du Code pénal, à l'article 259bis du Code pénal, aux articles 280 et 281 du Code pénal, aux articles 323, 324 et 324ter du Code pénal, par la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques et ses arrêtés d'exécution, ou par la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions et ses arrêtés d'exécution, ou par la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ou par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie. ";

2° à l'alinéa 1er, le 3° est remplacé par la disposition suivante :

" 3° avoir leur résidence principale dans un Etat membre de l'Union européenne. ";

3° à l'alinéa 1er, 4°, les mots "qui poursuit les activités de gardiennage" sont remplacés par les mots "qui exerce une fonction d'exécution";

4° à l'alinéa 1er, 6°, le mot " aoft " est remplacé par le mot " août ";

5° à la première phrase de l'alinéa 2, les mots "Les conditions fixées aux 2°, 3° et 5°" sont remplacés par les mots "Les conditions fixées à l'alinéa 1er, 2°, 3°, 5° et 8°";

6° à l'alinéa 2, la deuxième phrase est supprimée;

7° à l'alinéa 4, les mots "Les conditions fixées aux 2° et 3°" sont remplacés par les mots "Les conditions fixées à l'alinéa 1er, 2°, 3° et 8°" et les mots "à l'examen psychotechnique" sont remplacés par les mots "à l'examen médical et psychotechnique".

Art. 8. A l'article 7 de la même loi, les mots "les organismes qui assurent la formation professionnelle requise aux articles 5, premier alinéa, 5°, et 6, premier alinéa, 5°" sont remplacés par les mots "les formations prescrites par la présente loi et les organismes qui dispensent ces formations".

Art. 9. A l'article 8 de la même loi, modifié par les lois des 18 juillet 1997 et 9 juin 1999, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 2 est complété par l'alinéa suivant :

" Le Roi peut également interdire ou lier à des conditions le port d'armes lors de l'exercice de certaines activités de gardiennage. Pour l'exécution des missions suivantes, aucune arme ne peut être portée :

1° les activités visées à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 4° et 5°, de la présente loi;

2° les activités visées à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 1°, de la présente loi, lorsqu'elles s'effectuent dans des lieux accessibles au public. ";

2° le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

" § 3. Les personnes qui assurent la direction effective d'une entreprise de gardiennage, d'un service interne de gardiennage ou d'une entreprise de sécurité ainsi que les personnes qui exercent les activités visées à l'article 1er de la présente loi, lorsqu'elles ont une résidence en Belgique ou lorsqu'elles n'ont pas de résidence en Belgique mais exercent des activités visées à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 5°, de la présente loi, doivent être détentrices d'une carte d'identification délivrée par le Ministre de l'Intérieur. Le modèle de la carte d'identification est fixé par lui. L'entreprise ne pourra elle-même délivrer à son personnel aucun document analogue.

La carte d'identification est délivrée lorsque l'intéressé satisfait aux conditions fixées aux articles 5 ou 6 de la présente loi ou, s'il n'a pas de résidence en Belgique, lorsqu'il satisfait au moins aux conditions qui apportent une garantie équivalente.

Les personnes visées à l'alinéa 1er, ne peuvent exercer d'activités que si elles portent la carte d'identification. Les personnes qui ne sont pas soumises à l'obligation de disposer d'une carte d'identification ne peuvent exercer d'activités que si elles portent une carte d'identification ou les documents définis par le Roi, dont il ressort qu'elles satisfont à toutes les conditions légales ou qu'elles satisfont au moins aux conditions qui apportent une garantie équivalente. Elles doivent remettre ces cartes d'identification ou documents à toute réquisition de personnes visées à l'article 16 de la présente loi.

Les personnes qui exercent les activités visées à l'article 1er de la présente loi doivent, lors de l'exercice de leurs activités, porter de manière clairement lisible la carte d'identification ou un insigne d'identification mentionnant leur nom, la dénomination de l'entreprise et l'adresse du siège d'exploitation.

Le Roi fixe les modalités de délivrance, de durée de validité et de destruction des cartes d'identification. ";

3° au § 5, les mots "article 1er, § 1er, 3°" sont remplacés par les mots "article 1er, § 1er, alinéa 1er, 3°";

4° il est ajouté les §§ 8 et 9, rédigés comme suit :

" § 8. Les personnes qui exercent des activités visées à l'article 1er de la présente loi, ne peuvent poser d'autres actes que ceux qui découlent des droits dont dispose tout citoyen ainsi que des compétences expressément prévues par la présente loi ou ses arrêtés d'exécution.

§ 9. Il est interdit aux agents de gardiennage de recevoir des pourboires ou autres rétributions de la part de tiers, à l'exception des cas et selon les modalités déterminés par le Roi. "

Art. 10. A l'article 9 de la même loi, modifié par la loi du 9 juin 1999, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1er, qui formera le § 1er, les mots "ils en informent préalablement le bourgmestre de la commune concernée" sont remplacés par les mots "ils en informent préalablement le bourgmestre de la commune concernée lorsqu'ils ont un siège d'exploitation en Belgique et le Ministre de l'Intérieur, lorsqu'ils n'ont pas de siège d'exploitation en Belgique";

2° à l'alinéa 2, qui formera l'alinéa 1er du § 2, le mot "biens" est remplacé par le mot "valeurs" et les mots "les autorités de gendarmerie territorialement compétentes" sont remplacés par les mots "la police fédérale";

3° l'alinéa 3 formera l'alinéa 2 du § 2;

4° un § 3, rédigé comme suit, est inséré :

" § 3. Le Roi définit les documents et renseignements qui doivent être transmis en application des §§ 1er et 2. ";

5° à l'alinéa 4, qui formera le § 4, les mots "ainsi que les personnes visées à l'article 2, § 3, alinéa 3, de la présente loi" sont supprimés.

Art. 11. A l'article 10 de la même loi, remplacé par les lois des 18 juillet 1997 et 9 juin 1999, les mots "ainsi que les personnes visées à l'article 2, § 3, alinéa 3, de la présente loi" sont supprimés.

Art. 12. A l'article 11 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1er, les mots "et aux services internes de gardiennage" sont insérés entre les mots "entreprises de gardiennage" et les mots "dans le cadre";

2° le dernier alinéa est complété par la disposition suivante :

" Cette interdiction n'est pas applicable aux services internes de gardiennage organisés par des sociétés de transport public. "

Art. 13. L'article 15 de la même loi, modifié par la loi du 9 juin 1999, est complété par un § 3, rédigé comme suit :

" § 3. Nul ne peut avoir recours aux prestations de service d'une entreprise de gardiennage non autorisée ou d'une entreprise de sécurité non agréé. "

Art. 14. A l'article 16 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1er, les mots "membres de la police communale, de la gendarmerie, de la police judiciaire" sont remplacés par les mots "membres des services de police";

2° à l'alinéa 4, les mots "de la police communale et de la gendarmerie" sont remplacés par les mots "des services de police".

Art. 15. A l'article 17, alinéa 1er, de la même loi, modifié par les lois des 18 juillet 1997 et 9 juin 1999, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1° les mots "lorsque l'entreprise de gardiennage, l'entreprise de sécurité ou le service interne de gardiennage ne respecte pas les prescriptions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution, ou ne satisfait plus à leurs conditions, ou exerce des activités incompatibles avec l'ordre public ou la sécurité intérieure ou extérieure de l'Etat, ou" sont insérés entre les mots "aux articles 2 et 4" et les mots "lorsque des lacunes sont constatées";

2° le 2° est complété par les mots "ou ne satisfont plus à leurs conditions";

3° le 3° est remplacé par la disposition suivante :

" 3° retirer ou suspendre pour une durée maximale de six mois l'agrément accordé, conformément à l'article 7 de la présente loi, lorsque l'organisme ou la formation ne satisfait plus aux conditions fixées par le Roi. "

Art. 16. A l'article 18 de la même loi, modifié par les lois des 18 juillet 1997 et 9 juin 1999, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante :

" Les infractions aux articles 8, § 2, alinéas 2 à 5, et 11, sont punies d'une amende de 25,00 à EUR 25 000,00. Les infractions à l'article 10 sont punies d'une amende de 2,50 à EUR 2 500,00. "

2° le dernier alinéa est supprimé.

Art. 17. A l'article 19 de la même loi, modifié par les lois des 18 juillet 1997 et 9 juin 1999, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1er, l'alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante :

" Une amende administrative de 25,00 à EUR 25 000,00 peut être infligée à toute personne physique ou morale qui contrevient à la présente loi ou à ses arrêtés d'exécution, à l'exception des infractions visées à l'article 18. ";

2° au § 1er, l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

" Lorsqu'elles n'ont pas de siège d'exploitation en Belgique, les entreprises de gardiennage, les entreprises de sécurité et les entreprises qui organisent un service interne de gardiennage fournissent une garantie bancaire réalisable à première demande à concurrence d'une somme de EUR 12 500,00 en garantie de paiement des redevances et des amendes administratives. Cette garantie bancaire doit pouvoir être entamée par les autorités belges. Le Roi définit les modalités et la procédure du dépôt de cette garantie bancaire, la manière dont les autorités font appel à cette garantie bancaire et son approvisionnement. ";

3° au § 3, alinéa 3, les mots "et, le cas échéant, aux personnes visées à l'article 2, § 3, alinéa 3, de la présente loi" sont supprimés;

4° le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

" § 4. Celui qui contrevient à la loi ou la personne civilement responsable peut, dans le délai fixé par le Roi pour le paiement de l'amende, contester l'application de l'amende administrative par requête auprès du tribunal de première instance de Bruxelles. Ce recours suspend l'exécution de la décision.

Lorsque le contrevenant ou la personne civilement responsable reste en défaut de paiement de l'amende dans le délai imparti, et que la possibilité d'appel fixée à l'alinéa 1er, est épuisée, la décision d'infliger une sanction administrative a force exécutoire, et :

1° le fonctionnaire, visé au § 2, enjoint, par lettre recommandée, l'organisme de crédit qui a délivré la garantie bancaire au contrevenant ou à la personne civilement responsable, de procéder au paiement du montant de l'amende administrative;

2° en absence de garantie bancaire, le fonctionnaire, visé au § 2, lance une contrainte à laquelle les prescriptions de la cinquième partie du Code judiciaire sont d'application. ";

5° le § 5 est supprimé;

6° le § 6 devient le § 5.

Art. 18. A l'article 20 de la même loi, modifié par les lois des 18 juillet 1997 et 9 juin 1999, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1er est remplacé par les dispositions suivantes :

" § 1er. Afin de couvrir les frais d'administration, de contrôle et de surveillance, nécessaires à l'application de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution, le Roi fixe le taux, le délai et les modalités de paiement des redevances à percevoir à charge de toute entreprise, service ou organisme dont les activités sont soumises à autorisation ou à agrément.

§ 2. Le montant de la redevance est notifié par lettre recommandée.

§ 3. Lorsque le redevable reste en défaut de paiement de la redevance dans le délai imparti :

1° le fonctionnaire, désigné par le ministre, enjoint, par lettre recommandée, l'organisme de crédit qui a délivré la garantie bancaire au redevable, de procéder au paiement du montant de la redevance;

2° en absence de garantie bancaire, le fonctionnaire visé au § 2 lance une contrainte à laquelle les prescriptions de la cinquième partie du Code judiciaire sont d'application. ";

2° l'alinéa 2 devient le § 4.

Art. 19. A l'article 22 de la même loi, modifié par les lois des 18 juillet 1997 et 9 juin 1999, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 2, les mots "l'article 1er, § 1er, a) et b)" sont remplacés par les mots "l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 1° et 2°";

2° au § 3, alinéa 1er, les mots "à l'exception de la formation continuée" sont insérés entre les mots "l'article 5, alinéa 1er, 5°" et les mots "si elles y exerçaient des fonctions de direction" ainsi qu'entre les mots "l'article 6, alinéa 1er, 5°" et les mots "si elles y exerçaient des fonctions d'exécution";

3° au § 3, alinéa 2, les mots "à l'exception de la formation continuée" sont insérés entre les mots "l'article 5, alinéa 1er, 5°" et les mots "si elles y exerçaient des fonctions de direction" ainsi qu'entre les mots "l'article 6, alinéa 1er, 5°" et les mots "si elles y exerçaient des fonctions d'exécution";

4° il est ajouté un § 6, rédigé comme suit :

" Pour la période comprise entre la date d'entrée en vigueur de la présente loi et le 31 décembre 2001, sont valables à la place des montants de 2,50 à EUR 2 500,00 mentionnés à l'article 18, alinéa 1er, les montants de 100 à 100 000 francs belges, à la place des montants de 25,00 à EUR 25 000,00 mentionnés aux articles 18, alinéa 1er, et 19, § 1er, alinéa 1er, les montants de 1 000 à 1 000 000 de francs belges et à la place du montant de EUR 12 500,00, mentionné à l'article 19, § 1er, alinéa 3, le montant de 500 000 francs belges. ".



Art. 20. Le Roi peut coordonner les dispositions de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage et les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées au moment où les coordinations seront établies.

A cette fin, Il peut :

1° modifier l'ordre, le numérotage et, en général, la présentation des dispositions à coordonner;

2° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec le numérotage nouveau;

3° modifier la rédaction des dispositions à coordonner en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions.

Les coordinations porteront l'intitulé suivant : " Lois sur les entreprises de gardiennage, les entreprises de sécurité et les services internes de gardiennage, coordonnées le ... " .

Art. 21. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtu du sceau de l'Etat et publiée par le Moniteur belge.

Donné à Bruxelles, le 10 juin 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

A. DUQUESNE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

M. VERWILGHEN.

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 1 van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten, gewijzigd bij de wetten van 18 juli 1997 en 9 juni 1999, wordt aangevuld met een § 5, luidende :

" § 5. In de zin van deze wet wordt als exploitatiezetel beschouwd elke permanente infrastructuur van waaruit de natuurlijke en rechtspersonen, bedoeld in de §§ 1 tot 3 van dit artikel, bewakings- of beveiligingsactiviteiten organiseren. ".

Art. 3. In artikel 2 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 18 juli 1997 en 9 juni 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden "Niemand mag een bewakingsonderneming exploiteren of een interne bewakingsdienst organiseren" vervangen door de woorden "Niemand mag de diensten van een bewakingsonderneming aanbieden of deze van een interne bewakingsdienst organiseren";

2° in § 1, tweede lid, worden de woorden "de technische uitrusting" vervangen door de woorden "het minimum aantal personen, zoals bedoeld in artikel 6 en de organisatorische, technische en infrastructurele middelen";

3° in § 1 wordt tussen het tweede en het derde lid het volgende lid ingevoegd :

" Indien de aanvrager geen exploitatiezetel heeft in België, houdt de Minister van Binnenlandse Zaken bij de beoordeling van de vergunningsaanvraag rekening met de waarborgen verstrekt in het kader van de wettelijke en gereguleerde uitoefening van de beoogde beveiligingsactiviteiten in een andere lidstaat van de Europese Unie. ";

4° in § 1, zesde lid, worden de woorden "sporadisch en" ingevoegd tussen de woorden "die deze activiteiten" en de woorden "op een onbezoldigde wijze uitoefenen", vervallen de woorden "en van de door de Minister van Binnenlandse Zaken aangewezen ambtenaar" en worden de woorden "artikelen 2, § 2, 3, 8, § 3, 13, 14 en 20" vervangen door de woorden "de artikelen 2, § 2, 3, 8, § 3, 11, eerste lid, b), 13, 14 en 20";

5° in § 1 wordt het laatste lid opgeheven;

6° in § 3 wordt het laatste lid opgeheven;

7° in § 4 wordt het woord "goederen" vervangen door het woord "waarden".

Art. 4. In artikel 4 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 18 juli 1997 en 9 juni 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "Niemand mag een beveiligingsonderneming exploiteren" vervangen door de woorden "Niemand mag de diensten van een beveiligingsonderneming aanbieden";

2° in het tweede lid vervallen de woorden "de financiële middelen en";

3° tussen het tweede en het derde lid wordt het volgende lid ingevoegd :

" Indien de aanvrager geen exploitatiezetel heeft in België houdt de Minister van Binnenlandse Zaken bij de beoordeling van de erkenningsaanvraag rekening met de waarborgen verstrekt in het kader van de wettelijke en gereglementeerde uitoefening van beveiligingsactiviteiten in een andere lidstaat van de Europese Unie. ";

Art. 5. In dezelfde wet wordt een artikel 4bis ingevoegd, luidende als volgt :

" Art. 4bis. In afwijking van de artikelen 2, § 1, eerste lid, en § 4, eerste lid, kan de Koning in geval van fusie, splitsing, inbreng van een algemeenheid of van een bedrijfstuk of wijziging van de rechtspersoonlijkheid, bepalen dat de nieuwe juridische entiteit, mits zij de door Hem bepaalde voorwaarden in acht neemt, gedurende de periode voorafgaand aan de notificatie van de beslissing betreffende de vergunning- of erkenningsaanvraag, de activiteiten van de initieel vergunde of erkende onderneming kan voortzetten. " .

Art. 6. In artikel 5, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 18 juli 1997 en 9 juni 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° De inleidende zin van het eerste lid wordt vervangen als volgt :

" De personen die de werkelijke leiding hebben van een bewakingsonderneming, een interne bewakingsdienst of een beveiligingsonderneming en de personen die in de raad van bestuur van een bewakingsonderneming, een beveiligingsonderneming of van een onderneming die een interne bewakingsdienst organiseert, die activiteiten beoogt, zoals bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 5°, van deze wet, zitting hebben, moeten voldoen aan de volgende voorwaarden :";

2° in 1° worden de woorden "of tot een gevangenisstraf van ten minste drie maanden wegens opzettelijke slagen of verwondingen" ingevoegd tussen de woorden "wegens enig misdrijf" en de woorden "of tot een lagere gevangenisstraf" en wordt het woord "heling," ingevoegd tussen het woord "diefstal," en het woord "afpersing" en worden de woorden "of bij de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden" ingevoegd na de woorden "bij de wet van 8 december 1992 betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens";

3° in 3° worden de woorden "woonplaats, of bij gebreke ervan, hun normale verblijfplaats", vervangen door het woord "hoofdverblijfplaats";

4° in 4° worden de woorden "bewaking verricht" vervangen door de woorden "een leidinggevende functie uitoefent".

Art. 7. In artikel 6 van dezelfde wet, vervangen bij de wetten van 18 juli 1997 en 9 juni 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt 1° vervangen als volgt :

" Niet veroordeeld geweest zijn, zelfs niet met uitstel, tot een gevangenisstraf van ten minste zes maanden wegens enig misdrijf of tot een gevangenisstraf van ten minste drie maanden wegens opzettelijke slagen of verwondingen of tot een lagere gevangenisstraf wegens diefstal, heling, afpersing, misbruik van vertrouwen, oplichting, valsheid in geschriften, aanranding van de eerbaarheid, verkrachting, of misdrijven, bepaald bij de artikelen 379 tot 386ter van het Strafwetboek,

bij artikel 259bis van het Strafwetboek, bij de artikelen 280 en 281 van het Strafwetboek, bij de artikelen 323, 324 en 324ter van het Strafwetboek, bij de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de gifstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica en haar uitvoeringsbesluiten, of bij de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie en haar uitvoeringsbesluiten, of bij de wet van 8 december 1992 betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, of bij de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden. "

2° in het eerste lid wordt de bepaling onder 3° vervangen als volgt :

" 3° hun hoofdverblijfplaats hebben in een lidstaat van de Europese Unie. ";

3° in het eerste lid, 4°, worden de woorden "bewaking verricht" vervangen door de woorden "een uitvoerende functie uitoefent";

4° in het eerste lid, 6° wordt in de Franse tekst het woord " aoft " vervangen door het woord " août ";

5° in de eerste zin van het tweede lid worden de woorden "De onder het 2°, het 3° en het 5° vermelde voorwaarden" vervangen door de woorden "De in het eerste lid onder het, 2°, 3°, 5° en 8° vermelde voorwaarden";

6° in het tweede lid wordt de tweede zin opgeheven;

7° in het vierde lid worden de woorden "De onder de 2° en 3° vermelde voorwaarden" vervangen door de woorden "De in het eerste lid onder het, 2°, 3° en 8° vermelde voorwaarden" en worden de woorden "het psychotechnisch onderzoek" vervangen door de woorden "het medisch en psychotechnisch onderzoek".

Art. 8. In artikel 7 van dezelfde wet worden de woorden "de instellingen die zorgen voor de beroepsopleiding en -vorming voorgeschreven door de artikelen 5, eerste lid, 5°, en 6, eerste lid, 5°"

worden vervangen door de woorden "de opleidingen, voorgeschreven door deze wet, en de opleidingsinstellingen die deze opleidingen verstrekken".

Art. 9. In artikel 8 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 18 juli 1997 en 9 juni 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 2 wordt aangevuld met het volgende lid :

"De Koning kan tevens het dragen van wapens bij de uitoefening van bepaalde bewakingsactiviteiten verbieden of aan voorwaarden verbinden. Voor het uitoefenen van volgende opdrachten mogen geen wapens worden gedragen :

1° activiteiten, zoals bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 4° en 5°, van deze wet;

2° activiteiten, zoals bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 1°, van deze wet, voor zover deze plaatsvinden in publiek toegankelijke plaatsen. ";

2° § 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :

" § 3. De personen die de werkelijke leiding hebben van een bewakingsonderneming, een interne bewakingsdienst of een beveiligingsonderneming en de personen die de in artikel 1 van deze wet bedoelde activiteiten uitvoeren moeten, indien zij een verblijfplaats hebben in België of indien zij geen verblijfplaats hebben in België, maar activiteiten uitoefenen, bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 5° van deze wet, houder zijn van een door de Minister van Binnenlandse Zaken afgegeven identificatiekaart. Het model van de identificatiekaart wordt door hem vastgesteld. De onderneming kan zelf geen enkel soortgelijk document aan haar personeel afgeven.

De identificatiekaart wordt afgegeven indien de betrokkene voldoet aan de voorwaarden gesteld in de artikelen 5 of 6 van deze wet of, als hij geen verblijfplaats heeft in België, wanneer hij minstens voldoet aan de voorwaarden die een gelijkwaardige waarborg bieden.

De personen bedoeld in het eerste lid kunnen de activiteiten slechts uitoefenen als zij de identificatiekaart dragen. De personen die niet onderworpen zijn aan de verplichting tot het bezitten van een identificatiekaart, kunnen deze activiteiten slechts uitoefenen als zij de identificatiekaart of de documenten dragen, bepaald door de Koning, waaruit blijkt dat zij aan alle wettelijke voorwaarden of minstens aan de voorwaarden die een gelijkwaardige waarborg bieden, voldoen. Zij moeten deze identificatiekaart of deze documenten overhandigen bij elke vordering van de personen, bedoeld in artikel 16 van deze wet.

De personen die de in artikel 1 van deze wet bedoelde activiteiten uitoefenen, moeten bij de uitoefening van hun activiteiten de identificatiekaart of een herkenningsteken waarop hun naam, de naam van de onderneming en het adres van de exploitatiezetel vermeld staan, op een duidelijk leesbare wijze dragen.

De Koning bepaalt de modaliteiten voor de toekenning, de geldigheidsduur en de vernietiging van de identificatiekaarten. ";

3° in § 5 worden de woorden "artikel 1, § 1, 3°" vervangen door de woorden "artikel 1, § 1, eerste lid, 3°";

4° het artikel wordt aangevuld met de §§ 8 en 9, luidende :

" § 8. De personen die activiteiten verrichten bedoeld in artikel 1 van deze wet, kunnen geen andere handelingen stellen dan deze die voortvloeien uit de rechten waarover iedere burger beschikt, alsmede deze bevoegdheden die uitdrukkelijk voorzien zijn in deze wet of haar uitvoeringsbesluiten.

§ 9. Het is de bewakingsagenten verboden van derden fooien of andere beloningen te bekomen, met uitzondering van de gevallen en volgens de modaliteiten bepaald door de Koning. "

Art. 10. In artikel 9 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 9 juni 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid dat § 1, zal vormen, worden de woorden "brengen zij de burgemeester van de betrokken gemeente er vooraf van op de hoogte" vervangen door de woorden "brengen zij, indien zij een exploitatiezetel hebben in België, de burgemeester van de betrokken gemeente en, indien zij geen exploitatiezetel hebben in België, de Minister van Binnenlandse Zaken, er vooraf van op de hoogte";

2° in het tweede lid, dat het eerste lid van § 2 zal vormen, wordt het woord "goederen" vervangen door het woord "waarden" en worden de woorden "de territoriaal bevoegde rijkswachtoverheden" vervangen door de woorden "de federale politie";

3° het derde lid zal het tweede lid van § 2 vormen;

4° een § 3 wordt ingevoegd, luidende :

" § 3. De Koning bepaalt de bescheiden en de inlichtingen die in uitvoering van de §§ 1 en 2 dienen te worden overgemaakt. ";

5° in het vierde lid, dat § 4 zal vormen, vervallen de woorden "alsmede de personen bedoeld in artikel 2, § 3, derde lid, van deze wet".

Art. 11. In artikel 10 van dezelfde wet, vervangen bij de wetten van 18 juli 1997 en 9 juni 1999, vervallen de woorden "de personen bedoeld in artikel 2, § 3, derde lid, van de wet".

Art. 12. In artikel 11 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "en de interne bewakingsdiensten" ingevoegd tussen het woord "bewakingsondernemingen" en het woord "verboden";

2° het laatste lid wordt aangevuld met de volgende bepaling :

" Dat verbod is niet van toepassing op de interne bewakingsdiensten, georganiseerd door openbare vervoersmaatschappijen. " .

Art. 13. Artikel 15 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 9 juni 1999, wordt aangevuld met een § 3, luidende :

" § 3. Niemand mag gebruik maken van de dienstverlening van een niet-vergunde bewakingsonderneming of een niet-erkende beveiligingsonderneming. " .

Art. 14. In artikel 16 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "leden van de gemeentepolitie, de rijkswacht, de gerechtelijke politie" vervangen door de woorden "leden van de politiediensten";

2° in het vierde lid worden de woorden "de gemeentepolitie en de rijkswacht" vervangen door de woorden "de politiediensten".

Art. 15. In artikel 17, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 18 juli 1997 en 9 juni 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1° worden de woorden "wanneer de bewakingsonderneming, de beveiligingsonderneming of de interne bewakingsdienst de bepalingen van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten niet in acht neemt of niet meer aan de voorwaarden ervan voldoet of activiteiten uitoefent die onverenigbaar zijn met de openbare orde of de inwendige of de uitwendige veiligheid van de staat of" ingevoegd tussen de woorden "ten hoogste zes maanden schorsen" en de woorden "wanneer gebreken werden vastgesteld";

2° het 2° wordt aangevuld met de woorden "of niet meer aan de voorwaarden ervan voldoen";

3° de bepaling onder 3° wordt vervangen als volgt :

" 3° de erkenning die overeenkomstig artikel 7 is verleend, intrekken of voor een termijn van ten hoogste zes maanden schorsen wanneer de instelling of de opleiding niet meer aan de door de Koning vastgestelde voorwaarden voldoet. " .

Art. 16. In artikel 18 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 18 juli 1997 en 9 juni 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

" Overtreding van de artikelen 8, § 2, tweede tot vijfde lid, en 11, wordt bestraft met een geldboete van 25,00 tot EUR 25 000,00. Overtreding van artikel 10 van deze wet wordt bestraft met een geldboete van 2,50 tot EUR 2 500,00. ";

2° het laatste lid wordt opgeheven.

Art. 17. In artikel 19 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 18 juli 1997 en 9 juni 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt het eerste lid vervangen als volgt :

" Een administratieve geldboete van 25,00 tot EUR 25 000,00 kan worden opgelegd aan elke natuurlijke of rechtspersoon die de bepalingen van de wet of haar uitvoeringsbesluiten niet naleeft, de misdrijven bedoeld in artikel 18 uitgezonderd. ";

2° in § 1 wordt het derde lid vervangen als volgt :

" Indien zij geen exploitatiezetel hebben in België, stellen de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de ondernemingen die een interne bewakingsdienst organiseren een op eerste verzoek uitvoerbare bankwaarborg ten belope van een som van EUR 12 500,00 als waarborg tot betaling van de retributies en de administratieve geldboetes. Deze bankwaarborg moet kunnen aangesproken worden door de Belgische overheid. De Koning bepaalt de modaliteiten en de procedure tot het stellen van deze bankwaarborg, de wijze waarop de overheid beroep doet op deze bankwaarborg en de aanvulling ervan. ";

3° in § 3, derde lid, vervallen de woorden "en, in voorkomend geval, van de personen bedoeld in artikel 2, § 3, derde lid, van deze wet";

4° § 4 wordt vervangen als volgt :

" § 4. Degene die de wet schendt of de burgerrechtelijk aansprakelijke persoon kan binnen de door de Koning bepaalde termijn voor de betaling van de geldboete bij verzoekschrift voor de rechtbank van eerste aanleg te Brussel de toepassing van de administratieve geldboete betwisten. Dit beroep schorst de uitvoering van de beslissing.

Indien degene die de wet schendt of de burgerrechtelijk aansprakelijke persoon in gebreke blijft om binnen de gestelde termijn de geldboete te betalen en zijn beroepsmogelijkheid, zoals bepaald in het eerste lid, is uitgeput, heeft de beslissing tot het opleggen van een administratieve sanctie uitvoerbare kracht, en :



1° verzoekt de ambtenaar, bedoeld in § 2, per aangetekend schrijven de kredietinstelling die de bankwaarborg verleende aan diegene die de wet schendt of de burgerrechtelijk aansprakelijke persoon, over te gaan tot betaling van het bedrag van de geldboete;

2° bij afwezigheid van bankwaarborg, vaardigt de ambtenaar, bedoeld in § 2, een dwangbevel uit waarop de bepalingen van het Vijfde Deel van het Gerechtelijk Wetboek van toepassing zijn. ";

5° § 5 wordt opgeheven;

6° § 6 wordt § 5.

Art. 18. In artikel 20 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 18 juli 1997 en 9 juni 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

" § 1. Teneinde de kosten voor administratie, controle en toezicht, nodig voor de toepassing van deze wet en de uitvoeringsbesluiten, te dekken, bepaalt de Koning het tarief, de termijn en de wijze van betaling van de retributies die aan elke onderneming, dienst of instelling voor de activiteiten waarvan een vergunning of een erkenning vereist is, moeten worden aangerekend.

§ 2. Van het bedrag van de retributies wordt kennis gegeven bij een ter post aangetekende brief.

§ 3. Indien de retributieplichtige in gebreke blijft om binnen de gestelde termijn de retributie te betalen :

1° verzoekt de door de minister aangeduide ambtenaar per aangetekend schrijven de kredietinstelling die de bankwaarborg verleende aan de retributieplichtige, over te gaan tot betaling van het bedrag van de retributie;

2° bij afwezigheid van bankwaarborg, vaardigt de ambtenaar, bedoeld in § 2, een dwangbevel uit waarop de bepalingen van het Vijfde Deel van het Gerechtelijk Wetboek van toepassing zijn. ";

2° het tweede lid wordt § 4.

Art. 19. In artikel 22 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 18 juli 1997 en 9 juni 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 worden de woorden "artikel 1, § 1, a) en b)" vervangen door de woorden "artikel 1, § 1, eerste lid, 1° en 2°";

2° in § 3, eerste lid, worden de woorden "met uitzondering van de voortgezette vorming" ingevoegd tussen de woorden "artikel 5, eerste lid, 5°," en de woorden "te hebben voldaan" en tussen de woorden "artikel 6, eerste lid, 5°," en de woorden "indien zij er, met uitzondering van de activiteit";

3° in § 3, tweede lid, worden de woorden "met uitzondering van de voortgezette vorming" ingevoegd tussen de woorden "artikel 5, eerste lid, 5°," en de woorden "te hebben voldaan" en tussen de woorden "artikel 6, eerste lid, 5°," en de woorden "indien zij er een uitvoerende functie bekleedden";

4° het artikel wordt aangevuld met een § 6, luidende :

" Voor de periode van de dag van inwerkingtreding van deze wet tot 31 december 2001, gelden in de plaats van de bedragen van 2,50 tot EUR 2 500,00, vermeld in artikel 18, eerste lid, de bedragen van 100 tot 100 000 Belgische frank, in de plaats van de bedragen van 25,00 tot EUR 25 000,00 vermeld in de artikelen 18, eerste lid, en 19, § 1, eerste lid, de bedragen van 1 000 tot 1 000 000 Belgische frank en in de plaats van het bedrag van EUR 12 500,00 vermeld in artikel 19, § 1, eerste lid, het bedrag van 500 000 Belgische frank. "

Art. 20. De Koning kan de bepalingen van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten coördineren met de bepalingen die daarin uitdrukkelijk of stilzwijgend wijzigingen hebben aangebracht tot het tijdstip van de coördinatie.

Te dien einde kan Hij :

1° de te coördineren bepalingen anders inrichten, inzonderheid opnieuw ordenen en vernummernen;

2° de verwijzingen in de te coördineren bepalingen dienovereenkomstig vernummernen;

3° de te coördineren bepalingen met het oog op onderlinge overeenstemming en eenheid van terminologie herschrijven, zonder te raken aan de erin neergelegde beginselen.

De coördinatie krijgt het volgende opschrift : "Wetten op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten, gecoördineerd op ... ".

Art. 21. Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's lands zegel zal worden bekleed en door het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 10 juni 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. DUQUESNE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

M. VERWILGHEN.